

**Union européenne - Consultations
citoyennes - Entretien de Mme
Nathalie Loiseau, ministre chargée
des affaires européennes, avec le
quotidien "Ouest France"**
(Rennes, 25 octobre 2018)

Q - Lancées en avril, les consultations citoyennes sur l'Europe touchent à leur fin. Quel bilan en tirez-vous?

R - Plus de mille consultations ont été organisées partout en France, métropole et Outre-mer, avec une moyenne d'une soixantaine de participants. Plus de la moitié de ces consultations ont eu lieu dans des petites villes et des villages.

J'ai participé à une cinquantaine d'entre elles, avec des gens de tous âges et de tous milieux: lycéens, commerçants, artisans, agriculteurs, jeunes en formation, demandeurs d'emploi, réfugiés. Certaines ont aussi été organisées avec des détenus.

Notre objectif est donc déjà atteint puisque s'est mobilisé un public dont la raison d'être n'est pas le militantisme pro ou antieuropéen.

Q - Tous les pays européens ont-ils joué le jeu?

R - Le principe des consultations citoyennes sur l'Europe, lancées à l'initiative du président de la République, avait été accepté par 27 Etats membres de l'Union européenne.

Deux pays ont finalement changé d'avis: l'Italie et la Hongrie. Ces deux gouvernements qui aiment bien parler au nom du peuple sont plus hésitants à donner la parole au peuple.

Pour les autres, ces consultations se poursuivent et seront terminées lorsque débutera la campagne des élections européennes, afin d'éviter toute confusion.

Q - Comment va se dérouler la restitution de ces consultations?

R - Nous avons confié cette mission à des experts indépendants, de la Commission nationale du débat public. Ce n'est donc pas le Gouvernement qui tiendra la plume de la synthèse.

Le 30 octobre, celles et ceux qui ont organisé des consultations depuis le mois d'avril se réuniront au Conseil économique, social et environnemental. À cette occasion, ils partageront leurs expériences et feront remonter l'ensemble des propositions qu'ils ont pu recueillir.

Au niveau européen, une restitution sera faite aux chefs d'Etat et de gouvernement lors du Conseil européen de décembre. Les priorités que les Européens auront dessinées serviront de base pour refonder l'Europe, et de socle de travail pour les prochains mois, y compris dans le cadre des discussions relatives au prochain budget européen pour la période 2021-2027.

Q - Si ces consultations montrent une convergence des opinions européennes sur des sujets précis, mais contraires à celles des dirigeants au pouvoir, quelle garantie auront les "consultés" d'être entendus ?

R - La meilleure garantie, c'est que l'année prochaine, il y aura des élections européennes ! Les partis politiques qui vont y participer auront à leur disposition le résultat de ces consultations. Ils s'en empareront ou pas, ce sera leur choix. Les Européens auront tout loisir de voter pour ceux qui les représentent le mieux.

Q - La sincérité de ces consultations et le fait qu'elles s'adresseraient plutôt à des initiés, font partie des critiques que l'on vous adresse...

R - Je suis prête à entendre toutes les critiques, mais pas de ceux qui ont décidé de ne pas organiser de consultation. La tentation de certains, chez les eurosceptiques, est de se tenir à l'écart, et de dire ensuite qu'ils n'étaient pas représentés.

Chacun est le bienvenu et peut en organiser à condition de s'engager à être ouvert, pluraliste, et à mettre en ligne son compte rendu.

Q - Cet exercice peut-il redonner confiance en l'Europe ?

R - Tout ne peut pas se résoudre en quelques semaines ou en quelques mois. Mais le dernier Eurobaromètre (sondage trimestriel portant sur plus de 27 000 citoyens européens) montre que 68% des sondés considèrent que leur pays a bénéficié de l'Union.

Pour les Français, ce chiffre est de 64%, Il n'a jamais été aussi haut depuis 1983. Certains y voient un effet du Brexit. En tout cas, on aurait tort d'assimiler l'opinion des Français à l'opinion de ceux qui parlent fort et qui disent qu'ils les représentent./.